Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Catalogne : Une indépendance pour ceux d'en bas

Par Esther Vivas
Mondialisation.ca, 17 septembre 2013
Publico

Région : L'Europe
Thème: Histoire, société et culture

Plusieurs centaines de milliers de personnes sont sorties dans les rues ce 11 septembre dans toute la Catalogne. On estime qu'une chaîne humaine d'un million et demi de personnes a traversé le pays du nord au sud, sur un tracé de 400 Km, à travers les routes, les places, les ponts, les rues, pour crier haut et fort « Indépendance ! ».

L'Assemblée Nationale Catalane (ANC), qui a organisé l'événement, préparait depuis des mois une action qui a débordé le cadre politique institutionnel. Les gens, comme on a pu le voir dans leurs déclarations, sur les photographies et les réseaux sociaux, ont eu le sentiment d'écrire une page de notre histoire collective.

Certains évoqueront le poids du gouvernement catalan dans l'organisation de l'événement, ou de tel ou tel parti. Les liens entre les partis CiU (Convergence et Union, droite nationaliste, NdT) et ERC (Esquerra Republicana de Catalunya, parti indépendantiste de gauche modéré, NdT) avec l'ANC sont réels et souvent plus étroits qu'ils ne devraient. Mais cela n'enlève rien au fait que la grande majorité de ceux qui ont participé hier à « La Via Catalana cap a la Independència » (la Voie Catalane vers l'indépendance, NdT) l'ont fait parce qu'ils veulent décider de l'avenir de la Catalogne, parce que la voix du peuple catalan a été réduite au silence par la sentence du Tribunal Constitutionnel et parce que beaucoup sont conscients du fait que sans mobilisation sociale, rien ne sera obtenu.

Mais il n'y a pas que le cri « Indépendance » qu'on a pu entendre tout au long de la chaîne humaine. Des milliers de personnes ont encerclé des édifices emblématiques comme l'Hôpital « Josep Trueta » à Gérone, l'école « Progrés » et le lycée « Llauna » à Badalone ou encore le siège de la banque « La Caixa » à Barcelone afin d'exiger non seulement une « Catalunya lliure » (une catalogne libre, NdT) mais aussi une Catalogne libérée des corrompus, de l'austérité, de la répression et des dettes illégitimes. Indépendance, oui ! Mais indépendance de toutes les politiques qui nous oppriment et qui nous appauvrissent. Car l'indépendance n'est pas une formule magique qui va tout résoudre, comme beaucoup tentent de le faire croire. Elle peut être une coquille vide si elle n'implique pas une rupture avec les impositions du capital financier et avec le remboursement de la dette.

Il ne s'agit pas d'échanger M. Mariano Rajoy par M. Artur Mas (président de la « Generalitat » – gouvernement – catalan, NdT), ni la banque BBVA par La Caixa, ni l'affaire Gürtel par l'affaire des ITV, ni M. Amancio Ortega par M. Antoni Brufau (tous deux grands patrons, NdT), ni la police nationale par les « Mossos de esquadra » (nom de la police catalane, NdT). Ne nous trompons pas. Nous n'aurons pas moins de coupes, ni moins d'expulsions de logement, ni moins de corruption, ni moins de précarité, ni moins de répression en langue catalane.

L'indépendance doit être une opportunité pour décider sur tout et pour mettre définitivement à la porte ceux qui nous ont « volés au dessus de nos possibilités ». Une opportunité pour arracher un véritable Processus Constituant à partir d'en bas, pour discuter sur quel modèle de pays et de société voulons-nous. Un processus qui puisse être utilisé, en outre, comme levier à l'extérieur de la Catalogne afin de faire sombrer le régime issu de la Transition et ouvrir ainsi la voie à d'autres processus constituants dans le reste de l'Etat espagnol.

Le président Mas ne cesse se contredire quant au référendum ou aux élections plébiscitaires. Porter l'indépendance et le droit de décider jusqu'à leurs ultimes conséquences implique de désobéir aux lois et aux constitutions injustes. Ces mêmes lois qui combattent ceux qui occupent des logements vides, des banques, des écoles, des hôpitaux, des supermarchés et, aussi, ceux qui refusent de payer les péages. La légalité institutionnelle s'affronte à la légitimité de la rue et aux droits inaliénables des peuples. Légalité que les défenseurs de la « Loi et de l'Ordre » en Catalogne ne sont pas prêts à transgresser.

Selon moi, il y a trois éléments clés pour avancer vers une indépendance écrite par et pour ceux d'en bas. Primo ; l'indépendance, le droit de décider et un référendum pour 2014 ne seront seulement possibles qu'avec une mobilisation sociale destinée à maintenir la pression sur les gouvernements catalan et espagnol. La manifestation d'hier fut, précisément, un pas dans cette direction. Des centaines de milliers de personnes se sont faites entendre en débordant, partiellement, la dynamique institutionnelle et de ses partis.

Secundo ; un pays inclusif, pour tous, ne sera possible que si nous prenons en compte ceux qui sont réduits au silence, les opprimés, les invisibles, les « riens du tout ». Il ne s'agit pas de construire la Catalogne des « gagnants » mais bien celle des perdants, celle de ceux qui souffrent des coupes et de la destruction des droits. La Catalogne des immigrés, des jeunes, des chômeurs, des sans toit, des femmes. La Catalogne de ceux qui parlent catalan mais aussi castillan, arabe, ourdou, etc. Le grand défi est de rassembler toute cette pluralité et toutes ces différences dans la Catalogne de demain, cette République catalane des 99%, aussi souveraine qu'amie des peuples voisins.

Et, tercio ; que personne ne se fasse d'illusions, nous ne serons jamais libres tant que nous serons dans les mains de ceux qui vendent notre pays au plus offrant, que ce soient à des magnats des jeux, aux banques ou aux marchés étrangers. L'indépendance et la liberté ne seront possibles que débarrassées des jougs politiques et économiques. Et cela ne dépend que de nous.

*Article publié dans « Público », 12/09/2013.
**Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera.

La source originale de cet article est Publico
Copyright © Esther Vivas, Publico, 2013

Articles Par : Esther Vivas

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca